

Note de conjoncture

> Analyse économique de la filière Viandes blanches de FranceAgriMer

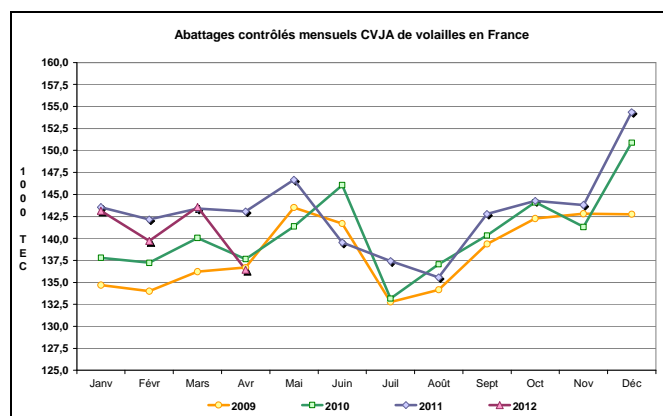


• Conseil spécialisé Viandes Blanches / 14 Juin 2011

Le marché des volailles de chair

Les abattages français de volailles sont en baisse début 2012

Au cours des 4 premiers mois de 2012, les abattages contrôlés CVJA de volailles ont reculé de 9 300 tec par rapport à la même période de 2011 (- 1,6 %). Le repli des volumes a surtout eu lieu en avril, alors que les abattages étaient plus stables au cours du 1^{er} trimestre (- 0,6 %).



Source : FranceAgriMer d'après SSP

Au cours du 1^{er} trimestre 2012, les abattages de poulets se sont maintenus à un niveau très proche de 2011, période où les abattages avaient été en forte hausse grâce au dynamisme des exportations vers les Pays Tiers. Mais ils se sont repliés de 7,6 % en avril (- 6 500 tec), engendrant ainsi un repli des abattages totaux de volaille.

Les abattages de dindes, quant à eux, sont en hausse en avril (+ 2,6 %) ; sur 4 mois, ils sont stables par rapport à 2011 en volume (- 0,1 %). Ils se replient toutefois plus fortement en nombre de têtes, en raison d'un nouvel accroissement des poids moyens d'abattage.

Les abattages de canards sont stables sur les 4 premiers mois de l'année (+ 0,1 %), ils progressent

dans la filière canard à rôtir (la croissance a surtout eu lieu en janvier), et se replient dans la filière canard gras (en particulier au mois d'avril, alors qu'ils étaient stables au cours du 1^{er} trimestre).

Enfin, les abattages de pintades ont aussi reculé en avril (- 5,9 %) ; sur 4 mois ils diminuent de 1,4 % (repli de moins de 150 tec).

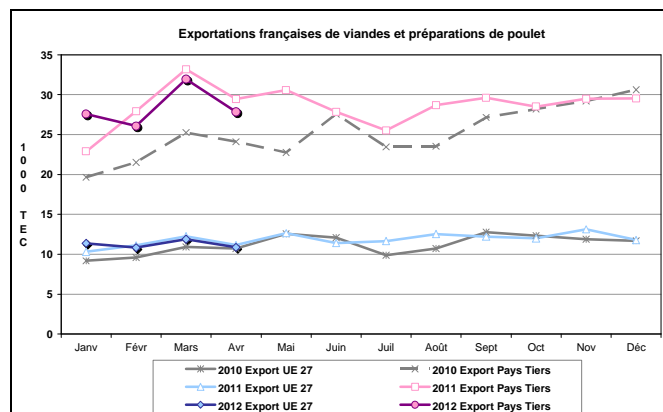
Les exportations françaises de viande de volaille se replient

Le recul des abattages est lié, au moins en partie, à la baisse des exportations de viandes et préparations de volaille. Elles se sont établies à 203 100 tec en cumul sur 4 mois 2012, en repli de 2,3 % par rapport à 2011 (soit - 4 700 tec). La diminution des exportations a surtout été liée à une baisse des expéditions de viandes congelées sur le marché intracommunautaire (- 3 900 tec), mais aussi de viandes fraîches (- 1 000 tec).

En particulier, les exportations de viande de dinde ont continué de se replier sur l'UE à 27 (- 9 %, soit - 2 000 tec) et notamment vers la Belgique, l'Espagne et la Grèce. Cette évolution correspond à un repli des exportations de découpes congelées (- 18 %, soit - 1 500 tec), alors que les importations de ces produits en provenance du marché intracommunautaire ont augmenté de 1 700 tec sur la même période (+ 40 %), notamment en provenance d'Allemagne. Les exportations de préparations à base de viande de dinde ont également continué de se replier sur la Grèce (- 85 %).

Les ventes de viande de poulet sont stables sur le marché européen en cumul sur 4 mois, mais elles se replient sur les Pays Tiers depuis le mois de février, bien que leur niveau reste élevé par rapport aux années antérieures à 2011. Ainsi, en cumul sur 4 mois 2012, les exportations françaises de viande de poulet vers les Pays Tiers se sont stabilisées à 113 400 tec, en légère hausse sur le Proche et Moyen-Orient (avec

une reprise des ventes vers le Yémen et les Emirats, alors que les volumes ont un peu reculé sur l'Arabie Saoudite et la Jordanie), mais en repli sur l'Asie et l'Afrique.



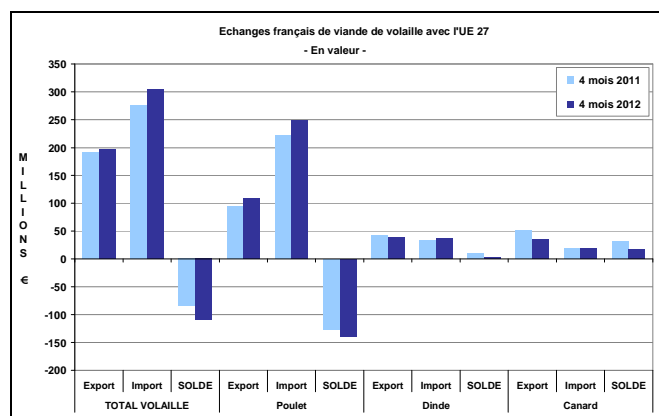
Source : FranceAgriMer d'après Douanes

Les exportations de poulet ont également augmenté de 4 700 tec sur la Russie, après un repli de 8 100 tec sur l'ensemble de l'année 2011 ; cette croissance correspond à une progression des volumes de viande séparée mécaniquement, dont la valeur, même si elle a progressé par rapport à 2011, reste inférieure de 40 % au prix moyen de la viande de poulet exportée vers les Pays Tiers début 2012. Les prix de vente du poulet vers les Pays Tiers sont pourtant en baisse : après avoir progressé fin 2010 suite à la hausse du cours des matières premières, ils se replient depuis février 2011. Début 2012, ils sont revenus à des niveaux équivalents à ceux de la fin d'été 2010. Ainsi, si les exportations de poulet vers les Pays Tiers sont stables en volume sur les 4 premiers mois 2012, elles sont en repli de 13,6 % en valeur.

Les importations marquent un nouvel accroissement en provenance de l'Union européenne

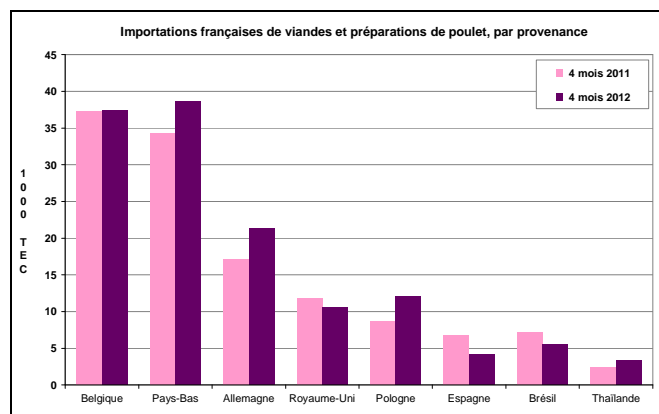
Après avoir progressé de 7,5 % en 2011, les importations françaises de viande de volaille augmentent à nouveau début 2012. Toutes provenances confondues, elles ont augmenté de 3,3 % en volume sur 4 mois et de 8,8 % en valeur pour s'établir à 163,6 milliers de tec (333 millions d'euros).

Ainsi, le solde des échanges français de viande de volaille a reculé de près de 10 000 tec sur 4 mois 2012, avec un déficit qui s'est accru de 11 300 tec vis-à-vis de l'UE à 27. En valeur, le recul des exportations vers les Pays Tiers a engendré une diminution de 14,2 millions d'euros de l'excédent vis-à-vis de ces pays, alors que la croissance des importations a accru le déficit vis-à-vis de l'UE à 27 de 25 millions d'euros.



Source : FranceAgriMer d'après Douanes

Les volumes de viande de volaille importés par la France ont ainsi augmenté de 5 200 tec sur 4 mois, avec une progression de 6 000 tec des importations de viandes congelées en provenance du marché intra-communautaire, alors que les importations ont reculé de 2 000 tec en provenance des Pays Tiers (repli en provenance du Brésil, alors que la croissance des importations se poursuit en provenance de Thaïlande). Les importations de viande de poulet (+ 6 200 tec) augmentent principalement en provenance des Pays-Bas, d'Allemagne et de Pologne. Celles de dinde sont relativement stables, avec une progression des volumes en provenance de l'UE à 27 (+ 1 100 tec), mais une baisse en provenance des Pays Tiers (- 700 tec).

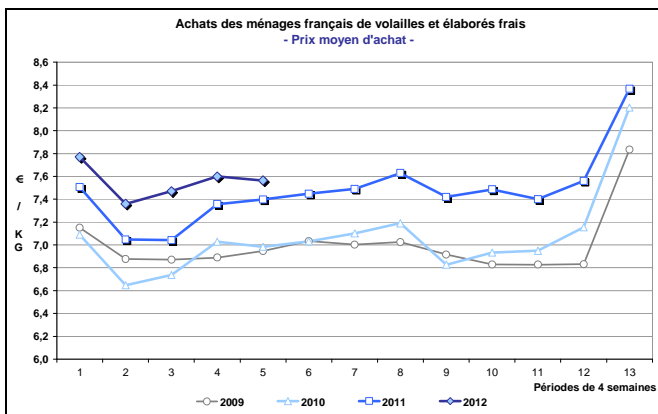
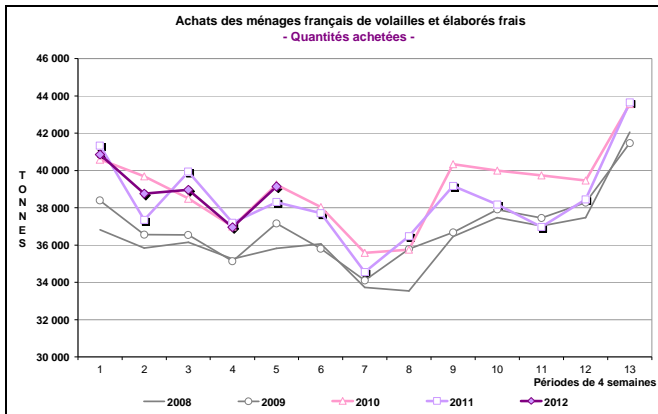


Source : FranceAgriMer d'après Douanes

Les achats des ménages de viande de volaille ne progressent plus depuis 2011

D'après les résultats du panel de consommateurs Kantar Worldpanel, avec un prix moyen d'achat en hausse de 5,7 %, les achats des ménages français de viandes et élaborés de volaille frais se sont repliés de 1,6 % en 2011. Ils sont néanmoins restés supérieurs de 3,7 % à ceux de 2009. Alors que les volumes se sont relativement bien maintenus au début de l'année, ils ont surtout reculé à partir de septembre 2011.

Début 2012, alors que le prix moyen d'achat continue de progresser (+ 3,9 % en cumul sur la période du 26 décembre 2011 au 13 mai 2012), les achats des ménages restent stables par rapport à 2011 (+ 0,3 %). Ceux de viande de porc frais sont également stables début 2012 (+ 0,7 %), avec un prix moyen d'achat en hausse de 4,9 %.



Source : FranceAgriMer d'après Kantar Worldpanel

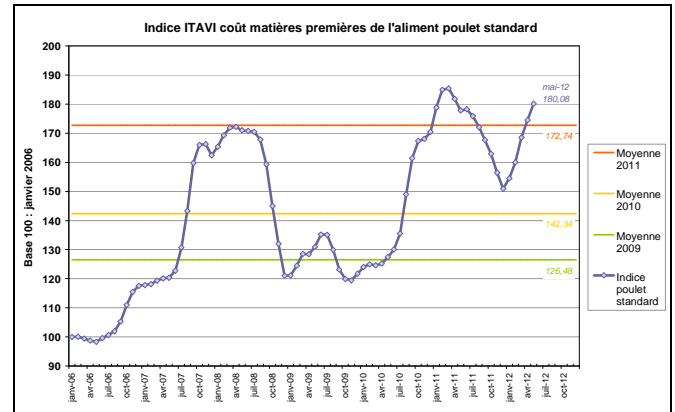
Début 2012, les achats de viande de poulet sont en baisse de 0,6 % ; le repli porte sur les découpes (- 2,2 %) et le poulet PAC label rouge (- 1,2 %), alors que les achats de poulet PAC standard sont en hausse de 5,9 % (son prix a pourtant augmenté de 6,7 %, mais il reste le produit le moins cher).

Les achats de viande de dinde se sont repliés de 1,9 % en cumul sur les cinq périodes (environ cinq mois), mais les achats de découpes ont progressé de près de 7 % sur la dernière période (alors que ceux de découpes de poulet n'ont pas progressé).

Sur le premier trimestre 2012, le calcul de la consommation française totale par bilan (à partir des premières estimations de la production française totale données par le SSP et des données des douanes) indique également une stabilisation des volumes consommés (+ 0,6 %).

Une nouvelle hausse du coût des matières premières de l'aliment

Après une légère détente au cours du second semestre 2011, le cours des matières premières s'est rapidement redressé début 2012. En mai, l'indice ITAVI coût matières premières de l'aliment a presque rejoint les niveaux records atteints en 2011.

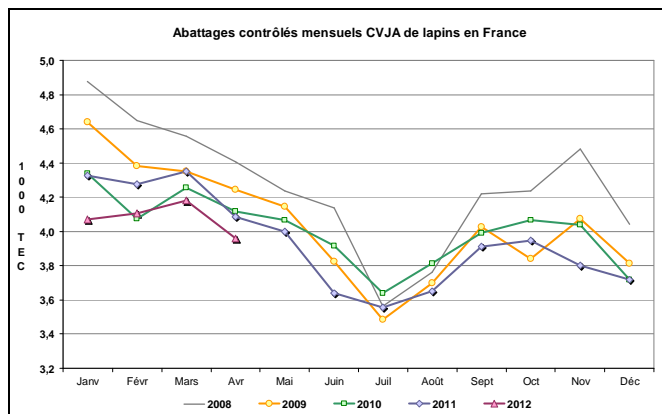


Source : FranceAgriMer d'après ITAVI

Le marché du lapin

La production française de viande de lapin continue de se replier ...

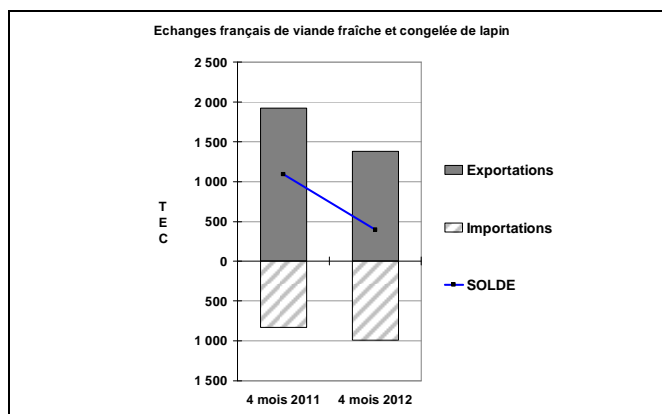
La production française de lapin, fortement impactée par des cours des matières premières très élevés et par une consommation en baisse en 2011 et début 2012, continue de se replier. En cumul sur 4 mois, les abattages contrôlés de lapins ont enregistré une baisse de 4,2 % par rapport à 2011, soit un repli des volumes d'un peu plus de 700 tonnes.



Source : FranceAgriMer d'après SSP

... engendrant une baisse des exportations

Les exportations françaises sur 4 mois 2012 ont porté sur 1 380 tec, soit environ 8 % des abattages contrôlés. Elles se sont repliées de 28 % (- 540 tec), notamment vers l'Italie qui a été la première destination en volume en 2011 avec une progression des ventes de 28 % sur l'ensemble de l'année (en valeur, elle n'était cependant que la troisième destination derrière l'Allemagne et la Belgique). Dans l'UE, les ventes continuent également de se replier vers l'Espagne. Alors que début 2011, près de 200 tec avaient été exportées vers Hong-Kong, cette destination est absente depuis le début de l'année.



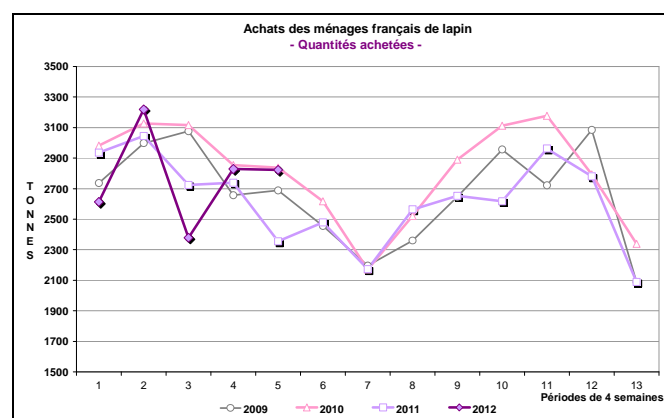
Source : FranceAgriMer d'après Douanes

Les importations se sont quant à elles élevées à près de 1 000 tec sur 4 mois (total de 2 000 tec sur l'ensemble de l'année 2011). Les approvisionnements sur le marché intracommunautaire, notamment en Espagne, restent en repli, mais les importations sont reparties à la hausse en provenance de Chine (+ 250 tec sur 4 mois 2012).

L'excédent commercial de la France a ainsi reculé de près de 700 tec sur 4 mois 2012 après avoir progressé de 900 tec sur l'ensemble de l'année 2011. En valeur il a diminué de 1,8 million d'euros pour s'établir à + 3,6 millions d'euros (il avait progressé de 4,8 millions d'euros sur l'ensemble de l'année 2011).

La consommation française de viande de lapin se stabilise à la hausse début 2012

Après un repli de 7 % en 2011, les achats des ménages de lapin frais enregistrent une évolution positive début 2012 : + 0,8 % en cumul sur la période du 26 décembre 2011 au 13 mai 2012 par rapport à la même période de l'année précédente. Cette relative stabilisation des volumes s'accompagne d'une stabilisation des prix (- 0,9 %). Elle est le résultat d'une croissance des achats de lapin entier (+ 5,8 %), et d'un repli de 11,3 % des achats de découpes (malgré une légère baisse de leur prix moyen d'achat, - 0,5 %). En 2011, ce sont les volumes d'entier qui reculaient (- 10,9 %) et ceux de découpes qui progressaient (+ 5,8 %). En 2012, excepté en janvier et en mars où les volumes se sont fortement repliés (notamment en raison de conditions météorologiques peu favorables à la consommation de viande de lapin), les ménages privilégient l'entier, peut-être en raison de son prix. En effet, malgré une hausse de 2,2 % en cumul sur 5 mois 2012, le prix moyen d'achat du lapin entier reste faible par rapport aux découpes (7,31 €/kg contre 12,38 €/kg). De même, la stabilité en cumul sur 5 périodes n'est pas liée à une stagnation des achats à chaque période ; comme évoqué ci-dessus, l'évolution des volumes a été particulièrement négative en mars. Depuis, les achats des ménages de lapin progressent et s'établissent à un niveau proche de l'année 2010.



Source : FranceAgriMer d'après Kantar Worldpanel

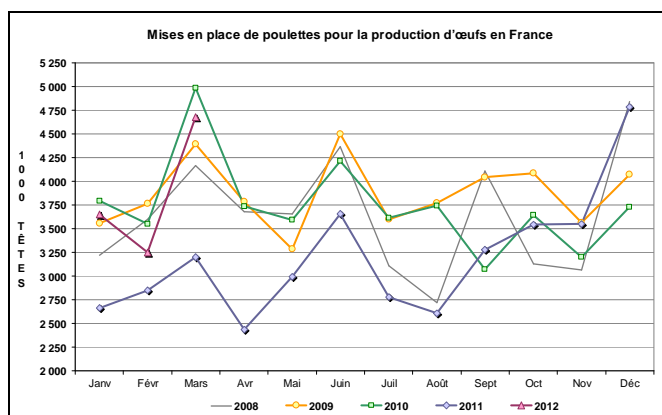
La consommation française totale, calculée par bilan (sur 4 mois 2012) à partir des abattages contrôlés et du solde des échanges indique la même évolution que les achats des ménages. Le recul des exportations résulte de la baisse des abattages, qui n'ont finalement que peu diminué pour le marché français. De plus, cela a été compensé par une légère croissance des importations et une diminution des stocks. Ainsi, la consommation française totale de viande de lapin est évaluée en légère hausse sur les quatre premiers mois 2012 (+ 0,6 %).

Le marché des œufs et ovoproducts

Une reprise progressive de la production d'œufs en France

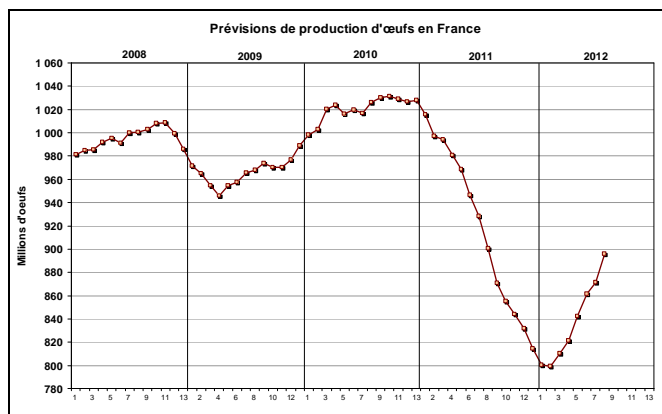
La mise aux normes des cages de poules pondeuses pour le 1^{er} janvier 2012 a entraîné une chute de la production européenne et française d'œufs en 2011. En France, la production d'œufs de consommation s'est repliée de 9,7 % par rapport à 2010 pour s'établir à 12,9 milliards d'œufs (baisse de la production de 1,4 milliard d'œufs), soit 784 milliers de tonnes.

Les mises en place en France ont commencé à se redresser à partir de septembre 2011, restant toutefois très inférieures à leur niveau de 2009 (en 2010, à cette période, elles avaient déjà commencé à reculer afin de réduire la production). La reprise a été plus nette à partir de novembre 2011. Au 1^{er} trimestre 2012, les mises en place sont en hausse de 33 % par rapport à 2011.



Source : FranceAgriMer d'après SSP

Le redressement des mises en place conduit à une reprise progressive de la production française d'œufs de consommation. Au 1^{er} trimestre 2012, la production est restée en repli de près de 19 % par rapport à 2011 (2,8 milliards d'œufs contre 3,5 milliards produits au cours du 1^{er} trimestre 2011), néanmoins, elle se redresse progressivement compte tenu de la progression des mises en place.



Source : FranceAgriMer d'après modèle ITAVI/CNPO/SSP

D'après le modèle de prévision ITAVI/CNPO/SSP, en cumul sur 8 périodes 2012 (soit 32 semaines), la

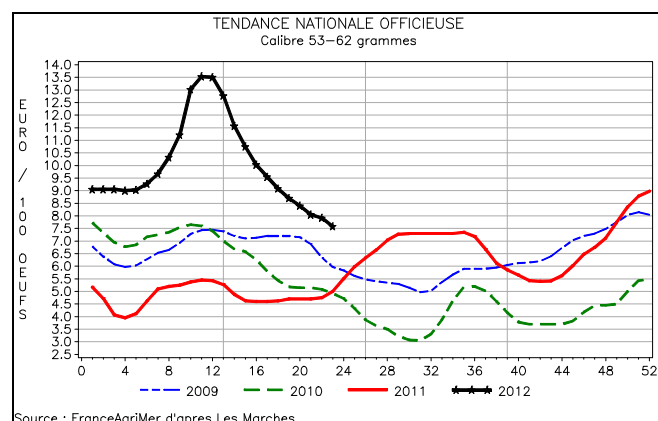
production française d'œufs serait inférieure de 13 % à 2011 (environ -1 milliard d'œufs). Sur la dernière période (juillet-août environ), elle serait stable par rapport à 2011 (-0,5 %), mais encore en baisse de 15 % par rapport à la moyenne 2008 à 2010 sur cette période.

Une détente des prix, mais qui restent encore à un niveau élevé

La chute de la production d'œufs a engendré une hausse des prix, qui ont dépassé dès la fin d'année 2011 les niveaux très élevés de mars 2010. En effet, l'interdiction de l'élevage en cage appliquée en Allemagne depuis le 1^{er} janvier 2010 avait engendré une forte réduction de la production allemande en 2009-2010, à l'origine d'une hausse du cours de l'œuf en Europe.

Cette situation avait alors incité les autres pays européens à augmenter leur production. Mais la croissance de la production européenne, ainsi que la récupération progressive de la production allemande, ont conduit à une rapide dégradation du cours de l'œuf à partir du second trimestre 2010. Ce phénomène a eu lieu alors que les cours des matières premières de l'aliment ont commencé à flamber. Ainsi, les producteurs d'œufs ont été doublement incités à réduire leurs mises en place dès la fin de l'année 2010, en plus des réductions d'activité déjà programmées en vue de la mise aux normes des cages. Parallèlement, des réformes anticipées ont eu lieu pour réduire davantage la production. Or, le marché de l'œuf étant avant tout un marché européen, ces efforts n'ont permis de redresser les prix qu'à partir de la deuxième moitié de l'année 2011.

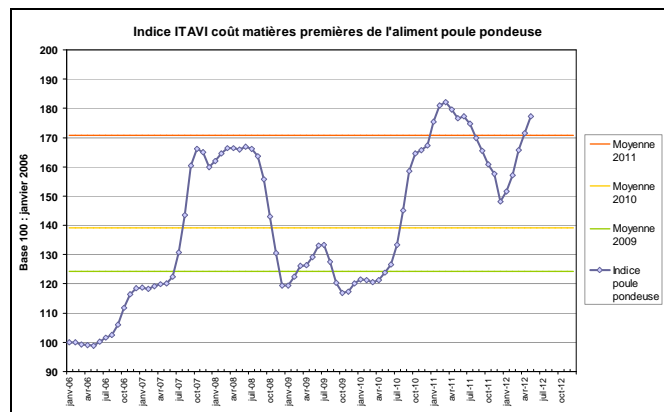
La hausse du cours de l'œuf s'est accentuée au 1^{er} trimestre 2012, les importations ne pouvant pas compenser la baisse de la production française, puisque l'ensemble de la production européenne a reculé pour convertir ses systèmes.



Source : FranceAgriMer d'après Les Marchés

Le redressement de la production a permis au prix de l'œuf de se replier depuis le début du second trimestre 2012. En mai, le prix de l'œuf de calibre moyen (53-62 g) reste néanmoins en hausse de 80 % par rapport à mai 2011, selon la Tendence Nationale Officielle réalisée et publiée par Les Marchés. Cependant, le prix de l'œuf était encore à un niveau très bas à cette époque de 2011.

Parallèlement, le cours des matières premières de l'aliment, qui s'était un peu détendu au deuxième semestre 2011, est reparti à la hausse depuis janvier 2012. En mai 2012, l'indice ITAVI coût matières premières de l'aliment poules est supérieur de 4 % à la moyenne sur l'ensemble de l'année 2011 et de 27 % à la moyenne 2010.



Source : FranceAgriMer d'après ITAVI

Les achats des ménages d'œufs continuent de progresser

D'après les données de Kantar Worldpanel, en cumul sur 5 périodes de 4 semaines (du 26 décembre 2011 au 13 mai 2012), les achats des ménages français d'œufs de poule ont progressé de 1,5 %, avec un prix moyen d'achat en hausse de 4,0 %. Sur l'ensemble de l'année 2011, ils s'étaient stabilisés avec un prix en légère hausse (+ 1,1 %).

L'excédent commercial français se replie à nouveau

Sur 4 mois 2012, les exportations françaises d'œufs en coquille ont augmenté de 2,9 % en valeur, soit une hausse d'un peu plus de 300 000 euros. En 2011, elles s'étaient repliées de 25 millions d'euros (- 45 %), principalement vers l'Allemagne et les Pays-Bas. En effet, l'Allemagne ayant augmenté progressivement sa production, elle a pu réduire ses importations en 2011 ; début 2012, les exportations restent en baisse vers l'Allemagne.

Néanmoins, l'évolution positive des exportations en valeur début 2012 reflète plutôt la hausse des prix ; même si les données d'échanges d'œufs en nombre d'œufs sont à prendre avec précaution, les exportations françaises d'œufs en coquille pourraient avoir reculé de moitié début 2012.

Parallèlement, après un repli de 8 % en 2011 (- 5 millions d'euros), les importations d'œufs en coquille en valeur ont presque triplé sur 4 mois en augmentant de près de 26 millions d'euros. Elles ont particulièrement augmenté en provenance d'Espagne (+ 140 %, soit + 12 millions d'euros) et de Pologne (elles ont atteint 5,8 millions d'euros sur 4 mois 2012 en provenance de Pologne, contre 425 000 euros sur 4 mois 2011 et 2,7 millions d'euros sur l'ensemble de l'année 2011). Mais elles augmentent aussi en

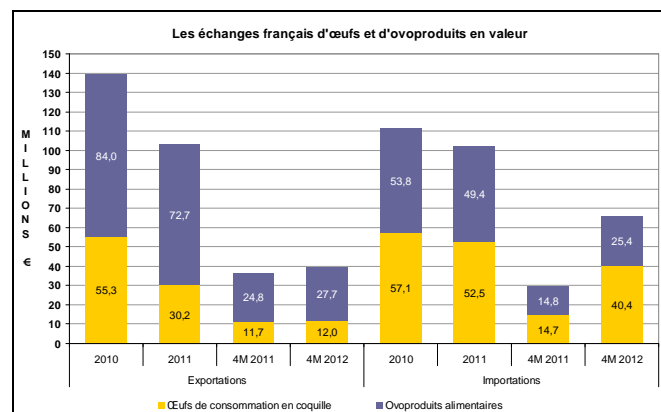
provenance des Pays-Bas, de Belgique et d'Allemagne.

Le déficit français en œufs en coquille, qui s'était accru de plus de 20 millions d'euros en 2011 (notamment en raison de la baisse des exportations) pour s'établir à - 22,3 millions d'euros sur l'ensemble de l'année se creuse encore début 2012, en lien cette fois-ci avec la hausse des importations. Il est passé de - 3 millions d'euros sur 4 mois 2011 à - 28,4 millions d'euros sur 4 mois 2012.

Dans le secteur des ovoproduits, les échanges français restent excédentaires en valeur, mais l'excédent se contracte à nouveau. En 2011, alors que les importations d'ovoproduits alimentaires se sont repliées de 8 % en valeur, notamment en provenance des Pays-Bas et d'Espagne qui sont les deux principaux fournisseurs, les exportations ont reculé davantage (- 13 %), conduisant à un recul du solde des échanges de près de 7 millions d'euros sur l'ensemble de l'année. Celui-ci s'est alors établi autour de 23 millions d'euros. Début 2012, si les exportations se redressent un peu en valeur (+ 12 %), avec cependant un repli des volumes (- 9 %), les importations progressent de 16 % en volume et de 71 % en valeur.

En 2011, le solde global des échanges français d'ovoproduits alimentaires en volume était devenu négatif en raison du creusement du déficit des échanges avec l'UE à 27 et d'une réduction de l'excédent avec les Pays Tiers.

Début 2012, le déficit global en volume s'accroît avec une augmentation des approvisionnements sur le marché intracommunautaire et une nouvelle baisse des expéditions. En valeur, les échanges restent excédentaires grâce à un solde positif avec les Pays Tiers, mais sur 4 mois 2012, le solde devient négatif vis-à-vis de l'UE à 27. L'excédent français en ovoproduits alimentaires s'est ainsi réduit de 7,6 millions d'euros sur 4 mois.



Source : FranceAgriMer d'après Douanes